



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 02 SEP. 2024**

prescrivant à la société alsacienne de produits réfractaires à Soufflenheim  
des valeurs limites d'émergences acoustiques

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 513-2 et R. 181-45 ;
- VU** l'arrêté ministériel et l'instruction technique du 20 août 1985, relatifs aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2001, réglementant l'exploitation des installations de la société alsacienne de produits réfractaires à Soufflenheim ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées relatif à la visite d'inspection du 26 mars 2024 de la société alsacienne de produits réfractaires à Soufflenheim ;
- VU** le courrier du 18 juillet 2024 de la société alsacienne de produits réfractaires, par lequel elle produit ses observations sur le projet du présent arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que l'instruction technique du 20 août 1985 sus-citée considère qu'il y a présomption de nuisance acoustique, lorsque l'émergence par rapport au niveau sonore initial dépasse la valeur de 3 dBA ;

**CONSIDÉRANT** qu'il a été constaté, le 26 mars 2024, que le rapport de mesures de niveaux sonores du 17 janvier 2024, pour les installations de la société alsacienne de produits réfractaires situées au 18 rue de Bischwiller à Soufflenheim, fait état de dépassements en plusieurs points de la valeur de 3 dB(A) d'émergence, les valeurs mesurées s'échelonnant entre 3,5 dB et 13,5 dB ;

**CONSIDÉRANT** que, si la plupart des points de mesures en question sont situés en limite de propriété de l'exploitant, le point n°5 est, quant à lui, situé à proximité immédiate d'habitations et une émergence de 9,5 dB y est mesurée ;

**CONSIDÉRANT** que la présomption de nuisance acoustique est ainsi avérée, au sens de l'instruction technique du 20 août 1985 sus-citée, mais qu'aucune valeur limite d'émergence sonore n'est aujourd'hui prescrite aux installations en question ;

**CONSIDÉRANT** que les installations concernées ont déjà fait l'objet de plusieurs plaintes de riverains pour nuisances sonores ;

**CONSIDÉRANT** que, conformément à l'article L. 181-14, l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de modifications des installations, mais aussi à tout moment s'il

apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 sus-cité n'est pas opposable aux installations en question, mais que les valeurs limites d'émergence sonore qui y sont définies sont adaptées aux types d'installations en question et à leurs enjeux ; et que, par conséquent, il est justifié de les rendre opposables par arrêté préfectoral ;

**APRÈS** communication du projet d'arrêté à l'exploitant ;

**SUR PROPOSITION** du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : définitions**

Au sens du présent arrêté, on appelle :

- émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'établissement) ; dans le cas d'un établissement faisant l'objet d'une modification autorisée, le bruit résiduel exclut le bruit généré par l'ensemble de l'établissement modifié ;
- zones à émergence réglementée :
  - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
  - les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation ;
  - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

### **Article 2 : valeurs limites d'émergence sonore**

Dès la notification du présent arrêté, les émissions sonores des installations de la société alsacienne de produits réfractaires, situées au 18 rue de Bischwiller à SOUFFLENHEIM, ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Émergence admissible pour la période allant de 07 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 07 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

### Article 3 : contrôles

L'exploitant réalise des contrôles de l'émergence sonore admissible dans les zones à émergence réglementée, tous les 3 ans, en condition normale d'activité et par un organisme agréé.

### Article 4 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de quatre mois.

### Article 5 : voies et délais de recours

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg Cedex) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

### Article 6 : exécution

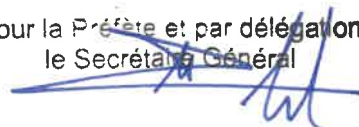
- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- la société alsacienne de produits réfractaires,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- au maire de Soufflenheim.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation  
le Secrétaire Général



**Mathieu DUHAMEL**